

hebdomadaire

n° 3045 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 82 02

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE Ouvrière

BUDGET: À MARCHE FORCÉE VERS LES 3%

Le projet de loi de finances pour 2013 vise à faire revenir la France dans les clous européens. Au risque d'aggraver la crise (lire en pages 6 et 7).

AGIR événements

Le CCN de FO s'est
réuni les 27 et 28
septembre à Rodez.

Lire page 3

Près de 2 400 000
étudiants vont
prochainement faire
leur rentrée dans
des conditions
matérielles difficiles.

Lire page 5

De nombreuses
sociétés de services
informatiques transfèrent
leur production en
Europe de l'Est.

Lire page 8

Plus de 50 millions de
travailleurs indiens
ont fait grève
le 20 septembre.

Lire page 13

UN CCN DÉTERMINÉ
À AGIR

Lire l'éditorial page 4

DOCUMENT en pages centrales

L'intégralité de
la résolution adoptée
par le CCN de Rodez.

RESPIRER culture

Les délocalisations
sont un phénomène récent
mais qui ne cesse
de se multiplier.

Lire page 16

MONTRER enquête

Vingt-quatre heures avec
Rebecca, auxiliaire de vie
sociale (AVS) en Savoie, qui
permet à des personnes
dépendantes de continuer à
vivre à leur domicile.

Lire pages 17 à 19



Photo C. Josselin

Dernière minute

FERMETURE DES HAUTS-FOURNEAUX DE FLORANGE

DEUX MOIS POUR TROUVER UN REPRENEUR

«M. Mittal n'a qu'une idée en tête, c'est de fermer notre site. Il vend les hauts-fourneaux, l'aciérie, la cokerie, lance aussitôt un plan social concernant plus de 600 salariés, n'apporte aucune garantie sur l'activité packaging... Au final, sur les 2 800 emplois du site, seuls les 800 de la filière automobile sont pérennisés.» *Dixit* Walter Broccoli, Secrétaire général du syndicat FO du site ArcelorMittal de Florange, en Moselle, à l'annonce de la fermeture des derniers hauts-fourneaux de Lorraine. Lors d'un comité central d'entreprise, le 1^{er} octobre, au siège d'ArcelorMittal à Saint-Denis, le sidérurgiste a donné au gouvernement un délai de deux mois pour trouver un repreneur pour la filière liquide: hauts-fourneaux, aciérie et cokerie. FO doute qu'un industriel manifeste un intérêt pour un site dont il n'aura la maîtrise que d'une partie du cycle de fabrication. ArcelorMittal entend en effet conserver la phase à froid en investissant «de manière significative» sur Florange, qui a vocation à être «un centre d'excellence» pour les aciers plats à haute valeur ajoutée. Quel niveau d'investissement exactement? ArcelorMittal ne donne aucun chiffre, aucune garantie. «Le président Hollande nous avait affirmé que l'acier était stratégique», rappelle Walter Broccoli. «Dans ce cas, qu'il vienne M. Mittal et qu'il nationalise les trois sites sidérurgiques d'Arcelor.» Les syndicats ont d'ores et déjà annoncé le blocage de toutes les entrées du site de Florange pendant au moins une semaine.

Paris, ministère de l'Écologie, le 27 septembre

Un millier d'agents administratifs de catégorie C du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie (MEDDE) ont manifesté devant le ministère, à Paris le 27 septembre, à l'appel de trois syndicats dont FO (FO PETULTEM). Ce mouvement de protestation contre l'insuffisance salariale, le non-remplacement des postes et l'absence de perspective de carrière pour ces personnels (adjoints et dessinateurs) a été suivi aussi en province (manifestations, dépôts de motion auprès des chefs de service par les agents). Ces fonctionnaires demandent notamment une hausse des taux de promotion, l'arrêt du contingentement d'effectifs pour l'accès au huitième échelon et une réforme complète de la grille indiciaire (les deux premiers niveaux de grade sont actuellement rattrapés par le SMIC). Alors qu'une délégation syndicale a été reçue par les représentants des deux ministres concernées, Mme Batho (MEDDE) et Mme Duflot (METL), les personnels ont obtenu que leurs revendications soient étudiées rapidement. D'ores et déjà, les agents ont obtenu le déplaçonnement des primes (IAT) afin que chaque adjoint de catégorie C puisse percevoir les 250 euros de prime due en 2012. Ils ont obtenu par ailleurs un moratoire sur le processus des promotions en 2013, dans l'attente d'une renégociation des taux de ces promotions.



Évreux, le 25 septembre

Le colloque régional «Travail et Handicap», organisé par FO associée à l'Agefiph, s'est déroulé les 25 septembre à Évreux. Le colloque était retranscrit en langue des signes et comptait quelque trois cents participants, dont trente-cinq intervenants inscrits sur quatre tables rondes.

Les UD 50-76-14-6-80 et 28 se sont jointes à l'UD 27 pour participer à cette journée.

Dernière minute

FERMETURE DE FESSENHEIM

Trois cents salariés condamnent cette décision

Quelque 300 salariés du centre nucléaire de Fessenheim ont manifesté devant la préfecture pour dénoncer la décision de fermer leur centrale à la fin de l'année 2016. Reçus par le directeur de cabinet, les syndicats ont fait part de leur incompréhension. «Nous avons condamné la décision irrationnelle de fermer cette centrale, alors même que

les autorités de sûreté l'ont autorisée à fonctionner dix ans de plus», précise Maurice Hisler, délégué central FO d'EDF. «On nous promet un débat sur la politique énergétique tout en annonçant la fermeture d'une centrale de 1 800 MW et une réduction de la part du nucléaire de 25%... À quoi bon un débat s'ils font les réponses avant les ques-

tions!» De plus, le gouvernement a pris des décisions sans en étudier en amont leurs conséquences sur l'emploi, la Région, les problèmes d'approvisionnement en électricité, le coût des énergies de substitution... Le représentant du préfet en a convenu en déclarant: «Je suis là pour évaluer l'impact de la décision»!

Manifestations, rassemblements, actions militantes... CETTE PAGE EST LA VÔTRE

Envoyez vos photos* à fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

* Résolution maximum de votre appareil.



Éditorial de Jean-Claude Maily

UN CCN DÉTERMINÉ À AGIR

Accueilli efficacement et fraternellement, comme savent le faire les Aveyronnais, le Comité confédéral national s'est tenu à Rodez les 27 et 28 septembre 2012. Vous trouverez dans ce numéro du journal la résolution votée.

Rappelant que la crise est celle du système capitaliste, le «parlement» de Force Ouvrière a affiché sa détermination à combattre les politiques économiques d'austérité dans lesquelles s'inscrivent le traité européen de stabilité, de coordination et de gouvernance, ainsi que le projet de loi organique qui en découle.

Toutes ces politiques, qui montrent que les gouvernements n'ont pas repris la main sur les marchés financiers, sont de fait socialement, économiquement et démocratiquement

suicidaires. On le voit particulièrement en Grèce, en Espagne ou au Portugal où les peuples et les travailleurs subissent de plein fouet l'austérité.

C'est pourquoi les priorités sociales et syndicales rappelées par le CCN s'inscrivent dans ce que l'on peut qualifier de rupture en matière de politique économique. C'est le cas en matière d'augmentation du pouvoir d'achat, de défense des amortisseurs sociaux que sont les régimes de protection sociale collective, de maintien des services publics républicains, du rôle de l'État en matière de stratégie industrielle.

Vendredi dernier, le gouvernement a, par ailleurs, présenté son projet de budget 2013, fait d'augmentation d'impôts (pour une vingtaine de milliards) et de réduction des dépenses publiques (pour une dizaine de milliards).

C'est un budget de rigueur dont la finalité est de réduire le déficit budgétaire

pour atteindre les «fameux» 3%, pourtant inatteignables. Sauf à considérer, comme les médecins de Molière, qu'à coups de saignées successives les choses s'amélioreront!

Parmi les inquiétudes fortes de ce budget figure l'avenir du service public, pris en tenaille entre réduction des dépenses et des effectifs dans les ministères non prioritaires, projets de mutualisation régionale et acte III de la décentralisation.

Quand on sait que certaines associations d'élus (par exemple ARF: Association des Régions de France) ou certaines collectivités (Alsace) réclament d'avoir un rôle normatif et réglementaire, y compris en droit du travail, on se dit qu'effectivement la République est menacée dans ses fondements.

Sur tous ces points, le CCN a rappelé nos positions et revendications et sa détermination à agir. C'est cela aussi la liberté et l'indépendance.

S O M M A I R E

AGIR

Page 2

Manifestations, rassemblements, actions militantes.

Page 3

Revendications:
Le CCN de FO appelle à contrer les politiques d'austérité.
Vie interne: Deux arrivées, un congrès et un au revoir.

Page 4

Un CCN déterminé à agir, par Jean-Claude Maily.

Page 5

Rentrée scolaire:
La grande misère des universités et des étudiants.
Conditions de travail: Mobilisation historique à Ikea Paris-Nord.

Page 6

Spécial budget:
Priorité à la réduction des déficits.
Négociations: Moins d'austérité salariale pour les fonctionnaires?

Page 7

Spécial budget:
Les dépenses publiques mises à la diète.
Transports:
Le congé de fin d'activité en danger.

Page 8

Services informatiques: Vague de délocalisations en Europe de l'Est.
Formation: L'AFPA à la recherche d'une seconde chance.

Page 13

Libéralisation:
Plus de 50 millions de travailleurs indiens en grève.
Répression:
Graves atteintes à la liberté syndicale en Corée du Sud.

Page 14

TPE -
Élection: les TPE au sommet
Trois questions à... René Mori:
«Certains secteurs d'activité se développent, comme l'action sociale, les maisons de retraite ou encore l'aide à domicile».

SAVOIR

Page 15

Les droits:
Le «benchmark» ou un système de gestion qui nuit gravement à votre santé.
Consommation.
Hotlines payantes:
l'emploi au bout du fil?

RESPIRER

Page 16

La désindustrialisation:
Délocalisation-relocalisation.
Parution > La rédaction vous signale.
Voix de presse:
Croissance des plans sociaux.

MONTRER

Pages 17 à 19

Action sociale:
Les journées à rallonge des auxiliaires de vie.

RÉSOLUTION CCN

Pages 9 à 12

Le CCN de FO à Rodez les 27 et 28 septembre 2012.

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:
Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Roussel (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),
F. Blanc (8466)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Jamel Azzouz (8289)
Service photos: G. Ducrot (8467)

Service abonnement: V. Rigaut (8233)
Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par 01 40 52.
Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr
Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 4^e trim. 2012
Commission paritaire: 0911S05818

LES DROITS

Obligation

Judiciaire

Formalisme

Contrat

L'organisation du travail relève certes du pouvoir de direction de l'employeur, mais tout ne lui est pas permis, même au nom de la performance et de la productivité. Afin de limiter les abus managériaux, les juges ont dû se déplacer sur le terrain de la santé et de la sécurité des

travailleurs. C'est ce qu'avait fait la Cour de cassation en 2008, en se fondant sur le manquement à l'obligation de sécurité de résultat pour sanctionner une organisation du travail; une voie suivie ici par le tribunal de grande instance de Lyon.

LE «BENCHMARK» OU UN SYSTÈME DE GESTION QUI NUIT GRAVEMENT À VOTRE SANTÉ!

Par une décision du tribunal de grande instance (TGI) de Lyon rendue en date du 4 septembre 2012 (TGI Lyon, 1^{ère} ch., section 2, 4 septembre 2012, n° 11/05.300), les **juges du fond** ont été amenés à se prononcer sur un système d'organisation du travail destiné à assurer la gestion des performances des salariés dénommé le benchmark.

En l'espèce, la Caisse d'épargne Rhône-Alpes Sud (CERA) a mis en place, fin 2007, le benchmark comme système de gestion des performances. Cela s'est concrètement traduit par une mise en concurrence et une évaluation permanente des salariés; «chaque agence voit ses performances analysées au regard des performances des autres agences, elles sont donc mises en concurrence, la performance de chacun des salariés est regardée par rapport à celle des autres, aucun objectif précis n'est imposé officiellement ni aux agences, ni aux salariés, le seul objectif qui existe est de faire mieux que les autres». Cette méthode managériale a donc conduit les salariés à travailler dans un état de stress permanent, ce qui a considérablement porté atteinte à leur santé et dégradé les relations sociales au sein de l'entreprise.

L'inspection du travail a délivré un constat et des rapports ont été rendus, entre 2008 et 2010, à la fois par les médecins du travail et par le cabinet d'expertise ARAVIS, tous alertant la CERA sur les **risques psychosociaux** liés au benchmark. En dépit des recommandations de ces diverses instances, l'employeur a maintenu

le système de benchmark au sein de son entreprise. Le syndicat SUD Groupe BPCE a alors assigné la CERA devant le tribunal de grande instance de Lyon afin que soit interdit le benchmark comme organisation du travail.

Le TGI de Lyon a statué en faveur du syndicat Sud Groupe BPCE et a fait défense à la CERA d'avoir recours à une organisation du travail fondée sur le benchmark. En effet, les juges du fond ont retenu que le benchmark portait gravement atteinte à la santé des salariés, «atteinte à la dignité des personnes par leur dévalorisation permanente [...], une culpabilisation permanente du fait de la responsabilité de chacun dans le résultat collectif, [...], une incitation pernicieuse à passer outre la réglementation pour faire du chiffre, une multiplication des troubles physiques et mentaux constatés chez les salariés, troubles anxio-dépressifs, accidents cardiovasculaires». Par ailleurs, ils ont constaté que les quelques mesures mises en place par l'employeur pour prévenir les risques psychosociaux n'étaient pas de nature préventive puisqu'elles ne tendaient pas à «supprimer le risque à la source, mais à intervenir *a posteriori* une fois [...] le risque [...] révélé». L'employeur avait notamment mis en place «un observatoire des risques psychosociaux, un numéro vert, un plan d'action qualité du travail. Largement insuffisant pour répondre à la problématique du benchmark». Le TGI sanctionne ainsi la CERA pour avoir manqué à son **obligation de sécurité de résultat** en raison de la mise en place d'un

système de benchmark, mode d'organisation du travail qui «compromet gravement la santé de ses salariés».

L'obligation de sécurité, prévue à l'article L.4121-1 du Code du travail, impose à tout employeur de prendre «les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs». Autrement dit, l'employeur a l'obligation de prévenir le risque et pas seulement d'intervenir *a posteriori*, une fois le risque révélé. Il est par ailleurs de jurisprudence constante que cette obligation de sécurité incombant à l'employeur est une obligation de résultat, c'est-à-dire que l'employeur s'engage à atteindre ledit résultat et sera sanctionné en cas d'échec. Et c'est sur cet article que le tribunal de grande instance de Lyon s'est fondé pour condamner la Caisse d'épargne.

Pour sa défense, la CERA a avancé que le juge n'était pas compétent pour s'immiscer dans le pouvoir de direction de l'employeur, sauf en cas de violation grave et flagrante d'une règle de droit particulière. Mais cette question de l'immixtion du juge dans la prérogative de l'employeur a déjà fait l'objet d'un arrêt de la Cour de cassation. En effet, la jurisprudence Snecma (Cass. soc., 5 mars 2008, n° 06-45.888) permet au juge d'intervenir et d'interdire la mise en place d'une organisation de travail (ou de toute autre mesure) qui pourrait être de nature à compromettre la santé ou la sécurité des travailleurs.

En l'espèce, le TGI de Lyon fait donc une application directe de l'article L.4121-1 du Code du travail et de la jurisprudence Snecma pour sanctionner la mise en place d'un système d'organisation du travail portant atteinte à la santé des salariés. Il est intéressant de noter que les juges du fond n'ont pas condamné le système de benchmark en tant que tel, ou la mise en concurrence des salariés et agences, mais ils ont ici condamné les conséquences que ce système avait engendrées.

Cette décision est extrêmement intéressante pour faire échec à tous les modes d'organisation du travail actuels basés sur le stress permanent des salariés. L'employeur ayant fait appel, l'arrêt qui sera rendu par la cour d'appel est d'ores et déjà très attendu.

JUGES DU FOND

Juges de première instance et d'appel. Se prononcent sur les faits d'un dossier, sur le fond.

RISQUES PSYCHOSOCIAUX (RPS)

Recouvrent l'ensemble des risques professionnels qui peuvent porter atteinte à la santé mentale des salariés, notamment les problèmes de stress, de dépression et d'anxiété liés au travail.

OBLIGATION DE SÉCURITÉ DE RÉSULTAT

S'oppose à l'obligation de moyen, qui demande seulement le déploiement de tous les moyens, diligences, efforts pour atteindre l'objectif visé.

CONSOMMATION

HOTLINES PAYANTES: L'EMPLOI AU BOUT DU FIL?

Le consommateur va-t-il mettre la main à la poche pour soutenir l'emploi? Et cela par le biais des hotlines que les opérateurs de télécoms tentent de lui faire payer à nouveau. Lors de la rencontre sur la filière des communications électroniques, le 17 juillet dernier, entre ces derniers –les quatre principaux– et les ministères concernés, a été avancée l'idée d'une hausse d'une dizaine de centimes par mois sur la facture de l'abonné, qui compenserait le coût d'une relocalisation des centres d'appels en France. Orange-France Télécom a même pu laisser entendre qu'il pourrait le faire, si toutefois la législation était modifiée en ce qui concerne notamment le travail de nuit ainsi que le

dimanche... Tout cela sur fond de plan d'économies et bien que «les opérateurs avaient pris pour habitude de délocaliser leurs centres d'appels avant que le Parlement n'interdise la sur-taxation des appels vers les hotlines». Comme l'a rappelé l'AFOC.

Alors qu'actuellement, lors d'un appel vers une hotline, le temps d'attente est gratuit et seul le temps passé en relation avec un téléconseiller peut être facturé au prix normal d'une communication, a pourtant été également proposée la création d'un numéro, baptisé «illico» et payant bien sûr, qui donnerait l'assurance que quelqu'un décroche dans les 60 secondes! Le coût s'établirait ensuite à 60 centi-

mes d'euro maximum par minute. Inutile de préciser qu'il faudra être précis sur le problème rencontré, alors même que l'on appelle en général pour obtenir quelques précisions. Outre le fait que, paraît-il et au bas mot, une dizaine de milliers d'emplois renaîtraient de leurs cendres, les entreprises concernées s'engageraient de leur côté à reverser «60% des revenus aux rémunérations des agents». Coexisteraient ainsi deux services d'assistance, l'un gratuit et l'autre payant. Le mobile passerait ainsi à deux vitesses...

AFOC Contactez l'AFOC de votre département – toutes les coordonnées sur afoc.net – ou l'AFOC nationale, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h30 (tél.: 01 40 52 85 85).

Comité confédéral national de la CGT-Force Ouvrière

Rodez, les 27 et 28 septembre 2012

RÉSOLUTION

Le CCN rappelle qu'il s'inscrit dans l'ensemble des revendications des résolutions du XXII^e Congrès confédéral de Montpellier (du 14 au 18 février 2011) qu'il reprend et défend.

Combattre l'austérité, s'opposer au TSCG:

En France comme dans l'Union européenne et ailleurs, la situation ne cesse de se dégrader pour les travailleurs, les retraités et les demandeurs d'emploi. La crise en cours du capitalisme s'accroît.

Pour le CCN, l'austérité est inacceptable. Le CCN réaffirme son opposition à toutes politiques d'austérité, de rigueur ou dites de «sobriété», de droite comme de gauche. Les États doivent s'émanciper des marchés financiers et des agences de notation. Le CCN combat cette «dictature de la dette» imposée par la troïka (UE, FMI, BCE) pour réduire un endettement public dont les salariés ne sont pas responsables.

Comme les politiques imposées à la Grèce, à l'Espagne, au Portugal et à l'Italie le démontrent, l'austérité fait glisser l'économie vers la récession. Fondée sur l'abaissement du coût du travail, elle engendre une diminution du pouvoir d'achat, une explosion des inégalités, du chômage, de la précarité et de la pauvreté. Elle détruit l'activité économique et compromet toute politique industrielle. De plus, elle attaque les principes républicains et les droits sociaux.

Par ailleurs, elle aboutit à accroître des déficits qu'elle prétend pourtant combattre: elle entraîne une chute des recettes fiscales, de sorte que déficits et dette publics ne se réduisent pas. Les politiques d'austérité empêchent la croissance, creusent le déficit, ce qui motive de nouvelles politiques d'austérité, et ainsi de suite.

Le résultat est accablant: après la récession de 2008-2009, l'Europe replonge en récession. En s'enfermant dans cette logique, les gouvernements fragilisent la démocratie: le dumping, la régression et les inégalités l'emportent sur la solidarité et le progrès.

Réuni les 27 et 28 septembre 2012 à Rodez, le CCN de la CGT-

Force Ouvrière réaffirme son profond attachement à la liberté

et à l'indépendance syndicales, qui sont à la base de toute

action revendicative dans la négociation comme dans l'action.

Pour le CCN, les traités décidés dans le cadre de l'Union européenne, en particulier traités du Mécanisme Européen de Stabilité (MES), coordination et gouvernance (TSCG) conduisent à plus d'austérité, à créer une «Europe des sanctions» et à des transferts de souveraineté.

La CGT-Force Ouvrière constate l'évolution de la Confédération européenne des syndicats qui aujourd'hui condamne le TSCG. La CGT-Force Ouvrière s'oppose à ces textes qui portent atteinte aux droits des travailleurs, à la République et à la démocratie. D'essence totalitaire, le TSCG n'est ni amenable ni compensable: il doit être rejeté.

Le CCN s'oppose à la loi organique qui prévoit, entre autres, la création d'un Haut conseil des finances publiques ainsi qu'au projet de «règle d'or» prévu par le TSCG, notamment attentatoire à la liberté de négociation. La CGT-Force Ouvrière s'est adressée aux parlementaires pour leur demander de

ne pas voter ce TSCG et engage tous ses syndicats à mener une campagne sur cette question et à la poursuivre dans l'hypothèse où celui-ci serait ratifié.

Pour une autre politique des salaires et de l'emploi:

Pour le CCN, la montée du chômage n'est pas inéluctable: une autre politique économique est possible, permettant de retrouver la croissance et de soutenir l'emploi pour un vrai travail avec un vrai salaire.

L'augmentation du pouvoir d'achat des salaires est non seulement une nécessité sociale et économique, mais elle constitue la revendication majeure pour tous les travailleurs face aux plans d'austérité.

Aussi, le CCN revendique une augmentation générale des salaires et des allocations, de la valeur du point d'indice dans la fonction publique, des pensions et retraites ainsi que des minima sociaux.

La CGT-Force Ouvrière revendique notamment:

- l'augmentation du SMIC à 1350 euros net/mois (soit 80% du salaire médian) et à faire respecter l'obligation de négociation des minima salariaux des branches à chaque revalorisation et exige de l'Administration des délais raccourcis pour l'extension desdits accords;
- la suppression des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes, et l'égalité de traitement femmes/hommes dès l'embauche et tout au long de la carrière;
- l'arrêt des rémunérations individualisées flexibles, aléatoires et non soumises à cotisations;
- la revalorisation de la prime transport à 400 euros par an et la généralisation de son paiement à tous les salariés qui utilisent leur véhicule pour aller au travail;
- la généralisation de l'équivalent d'un treizième mois de salaire pour tous;
- la hausse de la valeur du point d'indice (5% dès 2012) et 44 points supplémentaires pour tous afin de rattraper (en partie) la perte de plus de 10% du pouvoir d'achat enregistrée depuis 2000 dans la fonction publique;
- l'arrêt du gel des rémunérations pour tous les agents de la fonction publique;
- la refonte et la revalorisation des grilles indiciaires dans le public pour les catégories C, B et A, et exige que le minimum de rémunération soit porté à 120% du SMIC, ainsi que l'abrogation immédiate du contingentement attaché au dernier échelon de la catégorie C administrative;
- la réduction de l'écart important qui existe entre les pensions, retraites et les salaires en exigeant un minimum de pension égal au SMIC;
- l'indexation des retraites sur l'évolution des salaires.

Pour le CCN, le maintien et la création d'emplois passent aussi par une politique industrielle nationale ambitieuse, permettant de renforcer la légitimité de l'intervention publique, notamment pour l'industrie. Pour le CCN, la Banque publique d'investissement doit coordonner les fonds nationaux existants.



Photos: Y. Veyrier

Comité confédéral national de la CGT-Force Ouvrière

Rodez, les 27 et 28 septembre 2012

RÉSOLUTION

tants, le Programme des investissements d'avenir y compris, et constituer un guichet unique pour les entreprises et les industries s'appuyant sur les services départementaux de l'État. Dans le cadre des fonds et des aides financières, le CCN exige un contrôle afin d'orienter l'innovation, le développement, la recherche, les investissements et la production sur notre territoire avec des contreparties réelles sur l'emploi. Cette politique doit permettre d'empêcher les délocalisations, les externalisations, de stopper le dumping fiscal, salarial et social et d'autoriser la prise de majorité de capital, y compris intégrale par l'État et le contrôle des entreprises quand la situation l'exige, sans indemnités, ni rachat pour sauver l'emploi.

Le CCN s'oppose à toute forme de chantage à l'emploi.

Pour la CGT-Force Ouvrière, l'intervention publique légitime doit se traduire par un engagement de l'État à garantir tous les emplois sur place.

Face à la montée inacceptable du chômage, les premières mesures doivent être notamment, le rétablissement de l'AER (Allocation équivalent retraite) et d'un système de pré-retraite avec embauches de jeunes (de type ARPE), l'accompagnement et le retour à l'emploi des salariés qui en sont privés, l'augmentation des effectifs de Pôle emploi en CDI afin d'améliorer les délais d'indemnisation, un contrôle accru de la finance, une véritable réforme fiscale, plus de sécurité et moins de flexibilité, des services publics renforcés.

Les jeunes demandeurs d'emploi doivent, par ailleurs, pouvoir accéder à des emplois autrement que par des mesures d'insertion qui les excluent de contrats de droit commun.

Le CCN réaffirme que l'intervention publique et la consommation des ménages sont la clé de la croissance pour relancer la création d'emplois en CDI à temps complet, qui doit rester le contrat de travail de référence. Il rejette toute forme d'emplois précaires et temps partiel imposé.

Par ailleurs, afin de stopper les dérives en matière de suppressions d'emplois, le CCN revendique le rétablissement de l'autorisation administrative de licenciement.

Le CCN condamne les dispositions de l'article 45 de la loi «Warsmann», qui permettent à l'employeur d'appliquer un accord collectif de modulation du temps de travail sans constituer une modification du contrat de travail et sans avoir à recueillir l'accord exprès de chaque salarié. Le CCN en demande l'abrogation.

Le CCN rappelle son attachement au repos dominical et incite les structures de la CGT-Force Ouvrière et les salariés à poursuivre la lutte contre la généralisation du travail le dimanche.

Le CCN rappelle:

- que le logement social, bien de première nécessité, constitue le socle des conditions de vie et de travail de millions de salariés et qu'il doit rester de la compétence de l'État, seul échelon qui permet de garantir la solidarité nationale;
- que le financement du logement social est, à ce titre, objet de négociation entre l'État et les organisations syndicales de salariés et le patronat, investi dans Action Logement (ex-1% Logement) d'une mission d'intérêt général.

Défendre la République en arrêtant vraiment la RGPP:

Le CCN réaffirme son attachement à la République une et indivisible. La fonction publique et le statut général des fonctionnaires doivent demeurer au service de ses valeurs.

Le CCN exige l'arrêt complet de la Révision générale des politiques publiques, de la loi Hôpital - patients - santé - territoires, de la loi portant réforme des collectivités territoriales, ainsi que l'arrêt des suppressions de postes dans les trois versants de la fonction publique. À l'inverse, il revendique leur res-

titution et les recrutements statutaires nécessaires à l'exercice des missions publiques. C'est pourquoi il s'oppose au projet de budget pour 2013 imposant une priorisation des missions et une réduction d'emplois et de moyens d'intervention d'une ampleur inégalée et dépassant de beaucoup les impacts dévastateurs des budgets antérieurs. Il rappelle son exigence d'abandon de la loi dite de rénovation du dialogue social dans la fonction publique, issue des accords de Bercy.

Le CCN réaffirme la volonté de la CGT-Force Ouvrière de défendre les garanties statutaires des fonctionnaires des trois versants de la fonction publique (titres 1, 2, 3 et 4 du statut), en particulier leur indépendance. Elles sont la condition de l'impartialité de l'Administration et de l'égalité d'accès au service public. Le CCN s'oppose à tout processus de statut unifié.

Il exige le respect des statuts particuliers des fonctionnaires de l'État. Le CCN condamne les fusions de corps des fonctionnaires et l'interministérialité institutionnalisée.

Le CCN condamne la loi portant la réforme des collectivités territoriales, deuxième volet de la RGPP, qui conduit au transfert et à la mutualisation de services dans des intercommunalités contraintes, et qui pourrait conduire à la disparition des départements. Le CCN condamne toutes mobilités forcées induites par la loi relative à la démocratie de proximité et mises en œuvre dans le cadre de cette réforme.

Le CCN rappelle son attachement aux principes républicains et notamment à l'égalité de droits et de traitement, ainsi que son opposition à ce que des collectivités puissent devenir éditrices de normes et de droits. C'est pourquoi le CCN s'oppose à une nouvelle étape de décentralisation et demande également à ce que l'expérience visant à constituer une collectivité d'Alsace unique soit arrêtée et abandonnée. Le CCN condamne les politiques alsaciennes qui anticipent le transfert de personnels dans le cadre de cette expérimentation. Le CCN

s'oppose à toute velléité de remettre en cause l'État républicain au profit d'un État fédéral des Régions.

Le CCN s'oppose à tout transfert de mission du service public vers des opérateurs privés. Le CCN exige le respect des engagements du Premier ministre garantissant la pérennité et le développement d'une AFPA nationale. Le CCN condamne le recours aux Partenariats Public-Privé (PPP), générateurs d'énormes surcoûts et facteurs de remise en cause du service public. Le CCN revendique l'abandon des contrats de PPP existants. L'investissement public à partir des deniers publics reste indispensable. Le CCN revendique la poursuite des travaux sur fonds publics.

Si le CCN prend acte de l'annonce du gouvernement de supprimer le décret sur la «réorientation professionnelle», il rappelle sa condamnation de la loi relative à la mobilité et aux parcours professionnels des fonctionnaires dont il exige l'abrogation.

Le CCN s'oppose à l'individualisation des rémunérations, notamment par la mise en place de dispositifs de prime au mérite et d'intéressement, par définition arbitraires.



Comité confédéral national de la CGT-Force Ouvrière

Rodez, les 27 et 28 septembre 2012

RÉSOLUTION

Le CCN exige l'abrogation de l'article 105 de la loi de finances 2012 qui institue un «jour de carence», stigmatisant les fonctionnaires et portant un nouveau coup aux garanties statutaires.

Pour le CCN, les réorganisations toujours en cours dans tous les services publics ne suppriment pas uniquement des missions et des effectifs: elles conduisent à de graves dysfonctionnements dans les services, à une grande souffrance au travail, à des drames humains et elles portent atteinte à la mise en œuvre des principes républicains.

Le CCN réitère son opposition aux droits de timbre qui portent atteinte au droit fondamental d'agir en justice et à sa gratuité. La CGT-Force Ouvrière poursuit ses actions afin d'obtenir la suppression de cette mesure devant les plus hautes instances: Conseil d'État, Cour de cassation et Conseil constitutionnel. Elle n'hésitera pas à saisir les juridictions européennes si nécessaire.

Défendre la République sur tout son territoire:

Aux Antilles, les départements d'outre-mer (DOM) souffrent toujours du danger du

«chlordécone» et des épandages aériens de pesticides et insecticides qui empoisonnent les populations.

Le CCN s'oppose à la fermeture des services de maternité et de chirurgie sur l'île de Marie-Galante.

Le CCN exige que les richesses halieutiques et minérales des eaux profondes des zones exclusives économiques des territoires ultra-marins ne soient pas abandonnées à la spéculation de sociétés privées. Le CCN dénonce les avantages fiscaux concédés aux grandes entreprises qui viennent exploiter ces richesses. Les mesures fiscales au bénéfice des salariés ultra-marins doivent être maintenues.

Le CCN dénonce le fait que les trois collectivités d'outre-mer soient exclues des élections dans les TPE. Le CCN revendique que les résultats des élections professionnelles dans les différentes collectivités territoriales d'outre-mer soient pris en compte dans le calcul de la mesure de l'audience des organisations syndicales.

Dans le cadre de la départementalisation de Mayotte, le CCN exige que toutes les dispositions du statut général des fonctionnaires soient appliquées, ainsi que celles du Code du travail et des conventions collectives.

Défendre la liberté syndicale:

Le CCN réaffirme sa condamnation des lois liberticides dites de représentativité (du 20 août 2008, du 5 juillet 2010, du 15 octobre 2010) issues de la position commune CGT, CFDT, MEDEF et CGPME, qui constituent une atteinte à la liberté syndicale et de négociation, pilier de notre édifice républicain en matière sociale. Le CCN revendique donc l'abrogation de ces lois.

Le CCN exige le maintien et l'amélioration des droits et moyens syndicaux dans la fonction publique et dans toutes les branches du secteur privé.

Le CCN demande l'abrogation de la loi du 21 août 2007 sur le dialogue social et la conti-

nuité du service public dans les transports terrestres et celle du 19 mars 2012 relative à l'organisation du service et l'information des passagers, qui ont fortement contribué à restreindre la liberté d'agir des syndicats et des salariés.

Il revendique le rétablissement de la libre désignation des délégués syndicaux par les organisations syndicales quelle que soit la taille de l'entreprise ou de l'établissement, et de la liberté de revendiquer, de négocier et de contracter. Il s'oppose à toute remise en cause des conventions collectives et condamne les accords dérogatoires, facteurs de dumping social. Il revendique le rétablissement du principe de faveur ou de la hiérarchie des normes.

Le CCN réaffirme la liberté de revendiquer, de négocier et de contracter.

Le CCN condamne la généralisation du recours au vote électronique et rappelle la priorité du vote à l'urne et au respect des règles relatives au code électoral.

Défendre la protection sociale:

Le CCN réitère son attachement à la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la cotisation sociale, source de salaire différé, qui confère aux travailleurs un droit de propriété sur la Sécurité sociale et une garantie pour son avenir.

Le CCN s'oppose aux politiques d'exonération des cotisations sociales et à la fiscalisation croissante des financements (via la TVA, la CSG, des taxes environnementales ou toute autre mesure fiscale). Exonérer les employeurs de cotisations sociales est une forme de détournement que la Sécurité sociale ne peut supporter, surtout si les exonérations ne sont pas compensées par l'État.

Le CCN exige l'instauration d'une pénalité par emploi ou poste supprimé au profit de la Sécurité sociale, applicable à toutes les entreprises bénéficiant d'un financement socialisé.

Ces exonérations sont sans impact sur l'emploi et ne constituent que des effets d'aubaine pour les entreprises. Le CCN revendique leur suppression et, dans l'attente, leur compensation intégrale. De plus cela contribue à maintenir les salaires au niveau du SMIC, voire légèrement au-dessus.

Pour la branche famille, le CCN se satisfait de l'abandon de la TVA dite sociale, qu'il avait très largement critiquée et combattue. Il rappelle toutefois son opposition à tout transfert d'une cotisation employeur vers la CSG payée par les salariés et retraités. Il s'oppose à toute réduction du financement dictée par l'approche néolibérale du «coût du travail».

Le CCN dénonce la mission confiée par le Premier ministre au Haut conseil du financement de la protection sociale de veiller à ce que le financement soit favorable à la compétitivité de l'économie française, l'inscrivant ainsi dans le cadre du traité de stabilité, de coordination et de gouvernance.

Le CCN demande la réelle clarification des responsabilités et des financements, l'État devant assumer par l'impôt l'intégralité de ses responsabilités pour ce qui est à sa charge.

Pour la branche maladie, les dernières années ont été marquées, y compris 2012, par un ONDAM très contraint au prix d'efforts particulièrement importants pour les assurés sociaux, augmentant les restes à charge pour les familles et surtout celles en difficulté. Les conséquences sont désastreuses pour l'accès aux soins, mais aussi pour l'hôpital public et d'autres structures. C'est pourquoi le CCN ne se satisfait pas de l'annonce par le gouvernement d'une augmentation de 2,7% de l'ONDAM 2013.

Le CCN revendique l'attribution des moyens nécessaires au fonctionnement des établissements publics. Cela nécessite de sortir du principe d'enveloppe fermée et limitative que porte l'ONDAM. Cela s'oppose également aux différentes préconisations de réduction drastique de moyens attribués (rapport IGAS/IGF, préconisation de la CNAMTS de juillet 2012).



Comité confédéral national de la CGT-Force Ouvrière

Rodez, les 27 et 28 septembre 2012

RÉSOLUTION



Le CCN s'inquiète des difficultés de trésorerie des hôpitaux publics et de leur déficit chronique. Cette situation est de nature à placer ces établissements en cessation de paiement, à remettre en cause les investissements indispensables au maintien d'un système hospitalier public et de haute qualité. Elle est responsable de la dégradation des conditions de travail et des garanties statutaires ou conventionnelles des personnels.

Le CCN revendique le recours à un financement public de la trésorerie des établissements en lieu et place des banques privées.

Le CCN rappelle son exigence d'une couverture dépendance solidaire, dans l'esprit des ordonnances de 1945.

Le CCN demande que tous les droits et garanties des ressortissants et ayants droit du régime des mines soient maintenus et que le décret du 30 août 2011 soit abrogé.

Le CCN réaffirme l'urgence à agir dans la prévention des suicides et des risques psychosociaux, considérant les dégâts humains que produisent les nouvelles formes de management au seul service de la productivité.

Pour la branche retraite, le CCN rappelle que la retraite des salariés (RG et MSA) est un salaire différé issu des cotisations salariales et patronales.

Le CCN confirme ses revendications quant au maintien du régime par répartition. Il demande la clarification entre ce qui relève de la cotisation et ce qui relève de la solidarité nationale, normalement prise en charge par l'impôt.

Le CCN confirme l'actualité des résolutions du congrès confédéral de février 2011. Il réaffirme son opposition à toute réforme systémique des retraites. Par des comptes notionnels ou régimes par points, elle remettrait en cause le système actuel de répartition, la solidarité intergénérationnelle et le statut général de la fonction publique. La CGT-Force Ouvrière combattrait toute velléité en la matière.

Le CCN condamne fermement la stigmatisation des retraités par la Cour des comptes qui les présente comme des «nantis».

Le CCN rappelle que la pension moyenne du régime de base est proche du seuil de pauvreté et que la différence pour atteindre la moyenne des pensions servies de 1 315 euros est obtenue grâce à l'apport des régimes complémentaires.

Le CCN réaffirme la condamnation de la mise en place des ARS issue des ordonnances de 1996 et de la Loi HPST, qui amplifie fortement la mise à l'écart des interlocuteurs sociaux dans la gestion de la Sécurité sociale et qui achève le processus de liquidation de la gestion paritaire des organismes de Sécurité sociale.

Pour le CCN, seule l'expression libre, indépendante et déterminée du rapport de force est à même de faire aboutir les revendications légitimes des travailleurs sa-

lariés. Le CCN apporte son soutien aux syndicats et aux travailleurs du privé et du secteur public engagés dans l'action.

Il appelle ses syndicats à se mobiliser et à défendre partout les revendications de la CGT-Force Ouvrière, à voter et faire voter pour les listes FO à l'occasion de chaque élection dans les entreprises. Il appelle à se mobiliser en prévision des élections dites de représentativité de décembre 2012, dans les entreprises de moins de 11 salariés (TPE) et dans les chambres d'agriculture en janvier 2013.

Le CCN appelle les travailleurs salariés, actifs, retraités et chômeurs à rejoindre le syndicalisme libre et indépendant que perpétue et représente la CGT-Force Ouvrière.

Le CCN salue le combat des travailleurs grecs, espagnols, portugais, italiens ... qui luttent et résistent contre la dictature de la troïka et les mesures d'austérité qui conduisent les peuples à la ruine et à la misère.

Le CCN affirme que les travailleurs en France vont être confrontés très rapidement à la nécessité de s'organiser et résister pour combattre ces mêmes mesures d'austérité.

C'est pourquoi le CCN mandate la Commission exécutive et le Bureau confédéral pour les semaines et mois à venir, non seulement pour défendre les positions et revendications de la CGT-Force Ouvrière, mais aussi, dans les meilleurs délais, pour organiser un rassemblement de ses militants et pour mettre en œuvre toute action nécessaire, y compris la grève interprofessionnelle, afin de contrer l'austérité et la remise en cause des droits sociaux et des droits des salariés.

**Adoptée à la majorité
avec 1 contre et 5 abstentions
Rodez, le 28 septembre 2012**

hebdomadaire

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly
141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14
Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 84 71
Mail: fohebo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE
Ouvrière

Chaque semaine, FO Hebdo envoie ses reporters aussi bien pour couvrir les séances de négociations interprofessionnelles que pour des enquêtes dans les entreprises et les chantiers.

Des articles, des informations que vous ne lirez nulle part ailleurs.

Un journal que vous ne trouverez pas dans les kiosques mais qui sera chaque semaine dans votre boîte aux lettres

pour 54 euros par an
(18 euros seulement pour les adhérents de Force Ouvrière).

.....

NOM.....PRÉNOM.....

ADRESSE.....

VILLE.....

CODE POSTAL

TÉL.....

**À RENVoyer À FORCE OUVRIÈRE HEBDO,
SERVICE ABONNEMENT, 141, AV. DU MAINE, 75680 PARIS CEDEX 14,
ACCOMPAGNÉ D'UN CHÈQUE LIBELLÉ AU NOM DE FORCE OUVRIÈRE HEBDO.**